

ont un fier héritage. Nous avons des ressources et des possibilités illimitées. Nous avons la jeunesse et la vigueur nécessaires pour être des chefs de file. Le Canada est une terre de possibilités et de défis. L'Alberta tient à jouer un rôle dans l'avenir de notre pays. Collaborons pour mieux nous comprendre et faire du Canada un pays encore meilleur.

**Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, en participant à ce débat sur le budget, je tiens à déclarer publiquement que je suis fortement déçue par les propositions du gouvernement en matière de dépenses et de fiscalité. Le gouvernement a manqué là l'occasion d'agir dans l'intérêt des Canadiens, de favoriser la création d'emplois et l'équité. Le gouvernement manque totalement d'imagination. Le budget ne prévoit aucune initiative audacieuse en vue de remédier au chômage. La région d'où je viens, Broadview—Greenwood, à Toronto, est l'une des mieux loties du pays en matière d'emploi, mais nous savons que dans d'autres régions Canadiens ont de sérieuses difficultés. Ils ne peuvent compter ni sur le gouvernement ni sur son budget pour leur venir en aide ou leur donner l'espoir qu'on accordera la plus haute priorité à la création d'emplois et à l'égalité régionale.

Le gouvernement aurait pu proposer des mesures concrètes en vue d'améliorer la capacité productive de notre pays, de développer notre secteur primaire et notre industrie de fabrication et d'investir dans les sciences, la recherche, la technologie, l'enseignement postsecondaire et la formation professionnelle, afin d'accroître les possibilités économiques des Canadiens. Toutefois, le gouvernement n'a rien fait de tel dans ce budget.

Le budget ne prévoit aucune réforme fiscale. Celle-ci a été remise à une date ultérieure, mais nous ne savons pas exactement à quand. Nous supposons que toute mesure dans ce domaine sera proposée à la veille des élections à titre de cadeau offert par un gouvernement cynique qui n'a pas obtenu de très bons résultats et qui cherchera par tous les moyens de regagner l'estime des Canadiens.

Je constate que le gouvernement n'a pas saisi l'occasion d'examiner la question des services de garde des enfants dans ce budget. Pas un cent de plus n'est consacré à ce secteur. Nous avons une ministre hypocrite qui s'occupe à la fois de la condition féminine et de la privatisation. Elle s'intéresse sans aucun doute davantage à la privatisation qu'à la condition féminine. Elle a déclaré qu'au lieu de prévoir un montant insuffisant dans le budget, il valait mieux ne pas allouer de fonds du tout. Autrement dit, aucun crédit n'est alloué aux services de garde des enfants même si tout le monde reconnaît qu'une crise sévit dans ce domaine.

Des familles dans tout le pays ont demandé au gouvernement d'examiner la question et de commencer à aider les parents à élever leurs enfants. Notre parti a recommandé l'injection immédiate de 300 millions de dollars aux services de garde des enfants en attendant l'élaboration progressive et à long terme d'un réseau national de garderies. Cette injection de fonds a été demandée par les organismes qui s'occupent de la garde des enfants et par les spécialistes en cause, et pourtant pas un cent n'est prévu dans le budget à cette fin.

Je remarque également que le gouvernement prétend restreindre le déficit grâce à ce budget. Ne nous faisons pas d'illusions sur ses intentions précises. Il est un fait que le déficit accumulé ne cesse d'augmenter. Quand les ministériels parlent

### Le budget—M<sup>me</sup> McDonald

de grignoter, de rogner le déficit, ils oublient de parler du déficit accumulé et des moyens de réduire effectivement la dette globale du Canada. Le déficit accumulé continue à augmenter. Tout ce qu'ils peuvent dire, c'est qu'il s'accumule à un rythme moindre que les dernières années où le gouvernement précédent était au pouvoir.

Si l'on utilise les chiffres du ministère des Finances qui se fondent sur les comptes publics, et qui sont donc très modestes, en 1981-1982, la dette publique nette, ou le déficit accumulé, a été légèrement supérieur à 100 milliards de dollars. Elle a grimpé à 128 milliards de dollars en 1982-1983. C'était le début de la récession et la raison pour laquelle augmentait le déficit accumulé. Les effets de cette récession se sont fait sentir très durement en 1983-1984, lorsque la dette accumulée est passée à 160,7 milliards de dollars, puis à 199 milliards en 1984-1985 et à 233 milliards en 1985-1986. Voilà ce que j'appelle un déficit en croissance. Le mieux que le gouvernement puisse dire à propos du déficit annuel, c'est que ses résultats n'ont pas été aussi mauvais que ceux des pires années du régime Trudeau qui l'a précédé.

● (1630)

Les réalisations du gouvernement ne sont pas impressionnantes, et il faut revenir encore une fois à l'exemple de Tommy Douglas en Saskatchewan quand on parle de réduction du déficit. La Saskatchewan avait le déficit accumulé le plus élevé par habitant au Canada lorsque le parti CCF est arrivé au pouvoir dans la province en 1944. Sous un gouvernement CCF, le déficit a diminué graduellement d'une année à l'autre jusqu'à disparaître complètement 20 ans plus tard. Voilà ce qu'ont accompli Tommy Douglas, Woodrow Lloyd et les gouvernements CCF.

Le gouvernement avait prévu l'année dernière un déficit annuel d'un peu moins de 30 milliards de dollars, ce qui est également le déficit prévu pour cette année. Nous le savons, le gouvernement a dû hausser le déficit prévu à 32 milliards l'an dernier, et s'il peut prédire un déficit annuel de moins de 30 milliards pour cette année, c'est uniquement à cause de la vente prévue de Téléglobe. Il lui faut vendre les bijoux ou l'argenterie de famille, comme on a décrit les sociétés d'État rentables, pour que le déficit ne dépasse pas le chiffre magique de 30 milliards.

Le déficit annuel se chiffrait à 38 milliards de dollars en 1984-1985, à 34 milliards en 1985-1986, et à 32 milliards en 1986-1987. Le déficit prévu pour 1987-1988 a été établi à 29,3 milliards. Voilà qui n'est pas précisément faire voler le déficit en éclats.

L'austérité budgétaire est un autre mot-clé des beaux discours du gouvernement. Voyons ce que signifie la limitation des dépenses. Bien que le gouvernement ait certes changé ses priorités de dépense, ces changements n'ont pas été bien faits à mon avis. Il ne faudrait pas se bercer d'illusions, se dire qu'il y a restrictions budgétaires en général puisqu'on ne trouve aucune réduction dans l'ensemble des dépenses publiques. Le gouvernement a bien comprimé celles de quelques secteurs, certains fort importants pour la population, mais il dépense davantage dans d'autres.

L'ensemble des dépenses budgétaires s'élevaient à 96,5 milliards de dollars au cours de l'exercice de 1984-1985. Elles étaient de 103,6 milliards en 1985-1986 et elles sont de 107,4